



LE GOUVERNEMENT DE SUISSE
AU PÉROU

LIMA, le 2 mars 1953.
Case Postale 378

Notre No. Bol. B.12 - I/Fa.
Référence: Votre No.

RAPPORT POLITIQUE No. 2 (BOLIVIE).

Les difficultés du Président Victor Paz Estensoro.

Notre compatriote, M. Paul Hohl, adjoint à la Division d'Agriculture du Département fédéral de l'Economie publique, qui a travaillé pendant plus d'un an en Bolivie en qualité d'expert agricole de l'ONU, vient de passer à Lima. A l'occasion de cette rencontre, il m'a renseigné sur la situation actuelle en Bolivie, tant sur le plan politique qu'économique. M. Hohl a eu, dans l'exercice de ses activités, la possibilité de visiter toutes les parties du pays et d'entrer en contact avec toutes les couches de la population bolivienne; ses déclarations, qui coïncident d'ailleurs avec ce qu'exposait le dernier rapport politique No. 1 (Bolivie), intitulé " La situation politique de la Bolivie, vue de Lima ", sont donc fort intéressantes.

Aux dires de mon interlocuteur, les deux problèmes que le Gouvernement de Paz Estensoro s'est proposé de résoudre, la nationalisation des mines d'étain et la réforme agraire, se révèlent de plus en plus difficiles.

Il serait vrai que la production des mines d'étain nationalisées a pu être maintenue à un niveau acceptable, grâce à l'enthousiasme révolutionnaire des ouvriers. Mais on noterait déjà un relâchement assez prononcé de l'entrain du début et, par conséquent, une baisse graduelle de la production, accentuée encore par l'inexpérience et l'imprévision des dirigeants boliviens de la corporation d'état créée pour administrer les mines. Les arrêts d'exploitation dues par exemple au manque de pièces

./.

Dodis



de rechange pour les machines, deviendraient de plus en plus fréquents.

Lorsque les mines se trouvaient encore entre les mains des compagnies privées, l'état bolivien encaissait avec régularité et sans coup férir les impôts provenant de l'exportation des minerais. Aujourd'hui, devenu propriétaire de ces mêmes mines, il obtient bien la valeur totale des minerais, mais il ne peut les vendre que difficilement en raison de la résistance des acheteurs étrangers. Par contre, la caisse d'état se voit obligée de financer l'exploitation des mines, ce qui exige d'énormes sommes. Des difficultés de trésoreries sans fin en seraient la conséquence inéluctable. Pire encore serait le fait que le Gouvernement, par manque de devises, ne peut importer en temps utile les aliments nécessaires aux ouvriers. Les magasins qui, sous le régime capitaliste, étaient toujours bien approvisionnés en denrées alimentaires et en articles nécessaires à la vie quotidienne, se videraient peu à peu.

Il n'est donc pas étonnant que les interruptions d'exploitation et le manque croissant de vivres résultant de l'imprévision ou de l'impuissance financière de l'état provoquent un mécontentement de plus en plus marqué des masses ouvrières. Plus encore : des rivalités entre les équipes des diverses mines, qui se disputent les pièces de rechange et les fonds d'exploitation, commencent à se produire. L'unité ouvrière serait ainsi en train de se désagréger et, comme il s'agit des troupes de choc du régime, cette désintégration, si elle se développe, pourrait rendre extrêmement précaire la position de Paz Estensoro.

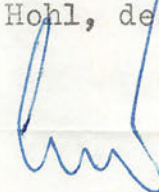
En ce qui concerne la réforme agraire, le Gouvernement pourrait, à l'avis de M. Hohl, augmenter considérablement la production alimentaire en quelques années si l'on enseignait simplement aux indiens du haut-plateau les méthodes modernes de culture et si l'on mettait à leur disposition des engrais, tout en procédant peu à peu à l'expropriation de quelques grandes propriétés et à la distribution de leurs terres. Mais, comme on a trop promis

- 3 -

aux masses indiennes, celles-ci pilleraient maintenant les propriétés rurales et brûleraient les récoltes. Le résultat en est une diminution accentuée de la production agricole qui, en des temps normaux, était déjà insuffisante à couvrir les nécessités du pays. Avec le temps, les indiens ne manqueront pas de s'en ressentir et leur mécontentement sera dirigé contre le Gouvernement, de même que celui des ouvriers mineurs.

Il est évident que les adversaires du régime, les militaires en particulier que le Gouvernement s'est proposé de remplacer par des troupes ouvrières, ne manquent pas de tirer profit d'un tel état de choses. Les conspirations contre le régime sont à l'ordre du jour, ce que confirment d'ailleurs les arrestations continuelles de ces derniers temps.

De l'avis de M. Hohl, des surprises seraient donc fort probables.



J.A. Berger, Chargé d'Affaires.